

Impôt sur le revenu—Loi

d'argent que ceux qui n'en n'ont pas. Je pense que c'est évident. Un célibataire ou un couple sans enfant n'a pas le même genre de dépenses que ceux qui ont des enfants. Il est important que nous fassions une contribution importante aux frais d'éducation des enfants.

Comme je l'ai dit précédemment, il est important de s'occuper de la prochaine génération, de lui assurer un bon départ dans la vie, de lui prodiguer les soins dont elle a besoin, surtout en ce qui a trait aux enfants d'âge pré-scolaire. Un enfant sur cinq est pauvre. Ils ne disposent pas de tous les éléments requis pour atteindre leur pleine croissance. Nous devons aborder cette question d'un point de vue égoïste. Après tout, cette génération d'enfants prendra soin de nous dans notre vieillesse. Une lourde charge les attend car nous vivrons vieux. Bien des politiciens têtus de la Chambre dépendront financièrement des enfants mêmes qui devraient recevoir aujourd'hui du gouvernement des allocations familiales plus généreuses.

Dans le discours du trône, on a parlé de la famille et, en particulier, des valeurs familiales traditionnelles. Je suis assez déconcertée par cette idée puisque, à bien des égards, la famille traditionnelle n'existe plus. Elle est certainement en minorité. Dans la majorité des familles, les deux parents travaillent ou ce sont des familles monoparentales. Le vieux cliché des deux parents qui ont un fils et une fille, et de la mère qui reste à la maison pour cuisiner et s'occuper des enfants alors que papa va travailler, est vraiment devenu un mythe, à de très rares exceptions près.

Mon parti croit fermement aux valeurs familiales. Nous avons combattu les premiers pour instaurer des allocations familiales. Nous ne l'aurions pas fait si nous n'avions pas cru à la famille et aux valeurs qu'elle représente. Il nous faut des appuis variés pour venir en aide aux familles.

● (1620)

Je dois admettre que les belles phrases contenues dans le discours du trône sont un peu dures à avaler. Il est difficile de croire à la sincérité des conservateurs lorsqu'ils chantent les louanges de la famille, alors qu'ils ont désindexé les allocations familiales et qu'ils ont refusé de revenir sur leur décision. S'ils étaient vraiment des défenseurs de la famille, ç'aurait été là une très bonne façon de le prouver. Cela ne coûterait pas si cher. Nous leur avons proposé plusieurs façons de trouver les fonds nécessaires.

En second lieu et comme je l'ai dit plus tôt, les conservateurs pourraient montrer qu'ils ont vraiment confiance dans la famille en accroissant substantiellement le crédit d'impôt-enfants, en l'offrant aux travailleurs et aux familles à revenu moyen et faible, de même qu'en l'indexant totalement.

Je crois que cette approche morcelée montre nettement qu'il nous faut au Canada une politique solide et globale de la famille. Nous n'avons pas une telle politique. Aucun gouvernement n'en a proposé. Nous sommes aux prises avec ces notions au comité spécial sur la garde des enfants. Même si son mandat est plutôt restreint, le comité a fourni, je crois, quelques indications sur ce que devrait comporter une politique globale de la famille en outre des allocations familiales.

J'espère que le gouvernement va vraiment contribuer à offrir des services abordables de garde d'enfants dans toutes les régions du Canada. Nous avons constaté que le nombre des

enfants dans les Territoires et dans les réserves indiennes s'est accru considérablement par rapport aux autres régions du Canada. Et pourtant, les services de garde d'enfants y sont relativement inexistantes, ou extrêmement insuffisants et peuvent être même hasardeux. Il n'y a pas dans ces régions les niveaux de qualité et de financement nécessaires.

Nous avons besoin d'un programme de garderies généreux. Je suis heureuse que le premier ministre (M. Mulroney) ait mentionné les services de garde des enfants dans son discours. Nous attendrons impatiemment de savoir combien d'argent sera consacré à ces services et où l'accent sera mis pour que l'on accomplisse de grands progrès vers l'amélioration de la qualité des services de garde des enfants au Canada. Les parents qui travaillent ne devraient pas avoir à s'inquiéter que leurs enfants aient accès à de bons services de garde, des services qui les aideront à se développer.

Bien sûr, il nous faut un système accessible à toutes les familles, peu importe leurs revenus. Dans le domaine de la garde des enfants, nous constatons que ce sont les familles à revenu moyen et non pas les familles très pauvres qui ne reçoivent aucune aide financière pour les dépenses associées à la garde des enfants. Le Régime d'assistance publique du Canada vient en aide aux familles les plus démunies, même si là encore, il reste énormément à faire. Il nous faut un programme complet.

Dans le cadre d'une politique sociale globale de l'avenir, j'espère que nous pourrions en arriver à un bien meilleur régime de congés parentaux, afin que les deux conjoints puissent interchanger leurs rôles. Là encore, on s'écarte de la notion traditionnelle de la famille. Le père et la mère devraient, chacun son tour, se charger d'élever l'enfant, surtout au cours des deux premières années, où la personnalité future de l'enfant se forme. Il importe que les parents aient de vrais choix économiques leur permettant d'assumer leurs rôles et chose certaine, des congés parentaux plus généreux seraient utiles à cet égard.

Mes collègues et moi-même souhaitons un pays où on garantit des revenus supérieurs au seuil de la pauvreté et où les parents n'ont pas à faire la queue aux banques de vivres, afin d'arrondir leurs prestations d'assurance-chômage ou leurs maigres prestations de bien-être social. A Vancouver—et c'est également vrai dans d'autres villes, mais j'en suis témoin à Vancouver—les mères célibataires doivent faire la queue aux banques de vivres. Il est déjà assez regrettable que depuis des années, les personnes seules du quartier des clochards ou du centre-ville de Vancouver fassent la queue aux soupes populaires. Mais à l'heure actuelle, cette nouvelle institution qui est vantée par certains Canadiens de droite force les jeunes mères et leurs enfants ainsi que des gens plus âgés à faire la queue pour obtenir la charité, cette vieille notion de charité du XIX^e siècle. C'est tout à fait inadmissible au Canada et en Colombie-Britannique, et nous devrions augmenter de façon marquée les prestations de bien-être social.

Il est impossible de parler de revenus supérieurs au seuil de la pauvreté sans aborder la question des débouchés sur le marché du travail également. J'apprends que certains libéraux essaient de déterminer si, effectivement, une politique de revenu garanti peut être efficace sans être assortie d'emplois garantis, à moins qu'on ait mis en oeuvre un programme de